



CNT-Solidarité Ouvrière

Fédération Unifiée de l'Enseignement et de la Recherche

BUDGET 2025

REFUSONS

CETTE ÉNIÈME CURE D'AUSTÉRITÉ !

Communiqué du 02/11/2024

Après la suppression de 4000 postes dans l'Éducation nationale principalement dans le 1er degré, mettant encore plus à mal le service public d'enseignement, c'est à l'ensemble des fonctionnaires que le gouvernement Barnier s'attaque.

En effet dans le cadre du budget 2025 le gouvernement Barnier projette de faire des économies à hauteur de 174 à 289 millions d'euro de la manière suivante : le jour de carence pour arrêt maladie serait étendu à trois jours ; les trois premiers mois d'arrêt maladie ordinaire seraient amputés de 10 % de salaire ; la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) ne serait pas reconduite.

C'est un calcul cynique et injuste car le ministre de la Fonction publique, Guillaume Kasbarian, après avoir détruit la politique du logement, confond avec mauvaise foi et sciemment les absences de droit, l'absentéisme et les arrêts maladie. De plus, dans le privé ces trois jours de carence sont très souvent pris en charge, ce qui ne sera pas le cas dans la Fonction publique. Ça va coûter de l'argent aux fonctionnaires de tomber malade ou d'avoir un accident de travail !

C'est non seulement détruire les conditions de travail des personnels de l'Éducation nationale mais c'est aussi attaquer la prise en charge de leur santé. Rappelons également que notre secteur est féminisé à 70 % et ces mesures iniques s'ajouteraient aux inégalités professionnelles déjà endurées par les femmes. Elles prennent par exemple des absences de droit pour garde d'enfant malade davantage que les hommes et la spécificité de leur santé est peu prise en considération par l'employeur (endométriase, cancer du sein pour une femme sur huit).

C'est aussi une politique de santé publique désastreuse : nous prendrons davantage le risque de travailler malade et de propager des infections sur le lieu de travail affaiblissant leur propre santé. Les politiques managériales de plus en plus violentes dans l'Éducation nationale, les conditions de travail dégradées (classes surchargées, heures supp imposées...) augmentent les risques psycho-sociaux largement sous-estimés et peu pris en charge.

Par ailleurs, l'austérité qui frappera les collectivités locales aura forcément des conséquences néfastes sur les budgets de fonctionnement des collèges et lycées et qui impactera la rénovation du bâti, les actions de prévention, certaines activités pédagogiques.

Avec cette énième cure d'austérité le gouvernement Barnier attaque les services publics pourtant censés être garant d'une égalité d'accès à l'éducation, aux soins...

Ce n'est pas aux personnels de payer la crise budgétaire générée par les gouvernements successifs avec leurs politiques au service des plus riches. C'est dès maintenant qu'il faut construire la mobilisation pour l'empêcher, plutôt que sous le choc des dotations, cartes scolaires et budgets catastrophiques dans quelques mois... Ensemble, revendiquons :

- l'abandon de ces trois mesures dans le cadre du budget 2025
- l'abandon du jour de carence en cours actuellement
- la hausse du point d'indice à hauteur de l'inflation et la revalorisation des grilles indiciaires
- un plan d'urgence pour l'École (moyens humains et financiers)
- la redistribution des richesses pour un plan d'urgence pour des services publics de qualité, sans profits et d'égal accès à tous et toutes : recrutements et titularisations, maintien d'un maillage territorial fort
- l'abandon de la réforme des retraites 2023 et de toutes les contre-réformes depuis 1993
- l'abandon du projet de rémunération au mérite dans la Fonction publique